

Vu la loi n° 14/63 du 8 mai 1963 fixant la composition du domaine de l'État et les règles qui en déterminent les modes de gestion et d'aliénation;
 Vu la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;
 Vu l'ordonnance n° 6/2002 du 22 août 2002 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise;
 Vu le décret n° 1746/PR/MEF du 29 décembre 1983 fixant les attributions et l'organisation du ministère des eaux et forêts;
 Vu le décret n° 184/PR/MEFCR du 4 mars 1987 fixant les modalités de classement et de déclasserment des forêts de l'État;
 Vu le décret n° 192/PR/MEFCR du 4 mars 1987 réglementant l'exercice des droits d'usages coutumiers;
 Vu l'arrêté n° 1487/PR/MEF du 17 novembre 1962 portant classement de l'aire d'exploitation rationnelle de faune de Setté Cama ;
 Vu l'arrêté n° 1571/PR/MEF du 29 décembre 1966 portant classement de l'aire d'exploitation rationnelle de faune de Setté Cama ;
 Le Conseil d'État consulté;
 Le conseil des ministres entendu;

Décrète :

Article 1^{er} .- Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 9, 75, 76 et 90 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, porte classement du parc national de Loango.

Article 2 .- Est classée en parc national dit parc national de Loango, une zone d'une superficie de 155.224 hectares, située dans la province de l'Ogooué-Maritime.

Article 3 .- Les limites du parc national de Loango sont les suivantes :

- le point A est sur la rive nord de la lagune Iguéla situé à 1.872935°S, 9.269924°E;
- suivant le bord nord de la lagune Iguéla jusqu'au point B situé à 1.91025°S, 9.31123°E;
- une ligne droite traversant la lagune au sud jusqu'au point C situé à 1.91565°S, 9.30912°E;
- suivant le bord sud de la lagune Iguéla jusqu'au point D situé à 1.93302°S, 9.46239°E;
- une ligne droite traversant la lagune au nord jusqu'au point E situé à 1.91166°S, 9.48656°E;
- remontant la rive gauche du Rembo Rabi jusqu'au point F situé à 1.92875°S, 9.68475°E;
- remontant la rive gauche d'un affluent du Rembo Rabi jusqu'à sa source au point G situé à 2.02823°S, 9.75718°E;
- une ligne droite jusqu'au point H sur la source de la rivière Bani situé à 2.02823°S, 9.77644°E;
- suivant la rive gauche de la rivière Bani jusqu'à son confluent avec la rivière Rembo Ngové au point I situé à 2.18455°S, 9.66367°E;
- remontant la rive droite du Rembo Ngové jusqu'au point J situé à 2.30512°S, 9.75856°E;
- suivant une ligne droite au sud jusqu'au point K situé à 2.43165°S, 9.75902°E;
- suivant la rive sud du lac Simba jusqu'à l'embouchure au point L situé à 2.49170°S, 9.72234°E;
- suivant la côte jusqu'à l'embouchure de la lagune Iguéla au point M situé à 1.88200°S, 9.27263°E;
- une ligne droite traversant l'embouchure jusqu'au point A.

Article 4 .- Un règlement intérieur sera établi, après consultation du conseil national des parcs

nationaux, pour définir les modalités de gestion et de contrôle des activités ou de la circulation autorisées en fonction des zones de protection à définir à l'intérieur du parc national.

Article 5 .- La gestion du parc national, selon les modalités définies par le règlement intérieur visé ci-dessus, est placée sous la tutelle du ministère chargé des eaux et forêts.

Article 6 .- Conformément aux dispositions des articles 79 et 80 de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée, le parc national de Loango fera l'objet d'un plan d'aménagement rendu exécutoire par décret pris en conseil des ministres.

Article 7 .- A l'intérieur du parc national de Loango, les activités touristiques sont organisées selon le plan d'aménagement prévu à l'article 6 ci-dessus.

Toutes autres activités sont normalement interdites dans les limites du parc national à l'exception de celles résultant de droits d'usages coutumiers.

Article 8 .- Les infractions au présent décret sont réprimées conformément aux dispositions du titre VII de la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 susvisée.

Article 9 .- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 10 .- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 30 août 2002

El Hadj Omar Bongo

Par le président de la République, chef de l'État,

Le premier ministre, chef du gouvernement,

Jean-François Ntoutoume Emane

Le ministre de l'économie forestière, des eaux,

de la pêche, chargé de l'environnement

et de la protection de la nature

Émile Doumba

Le ministre d'État, ministre de l'économie,

des finances, du budget et de la privatisation

Paul Toungui

Le ministre de l'intérieur, de la sécurité publique

et de la décentralisation

Idriss Ngari

Le ministre de la défense nationale

Ali Bongo

Le ministre du tourisme et de l'artisanat

Jean Massima

Le garde des sceaux, ministre de la justice

Honorine Dossou Naki

Décret n° 613/PR/MEFEPEPN

du 30 août 2002

portant classement du parc national de Loango

Le président de la République, chef de l'État,
 Vu la Constitution,
 Vu les décrets n° 127/PR et n° 128/PR des 26 et 27 janvier 2002 fixant la composition du gouvernement de la République;